

Service Risques
44 rue de Tournai
CS 40259 – 59019 LILLE cedex
59019 Lille

Lille, le 26 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FM France

BP 392
57370 Phalsbourg

Références : IC-R/064/24-CM/SL
Code AIOT : 0005105407

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement FM France implanté Lieu-dit La Solle à bleuets Rue de Gournay 60490 Ressons-sur-Matz. L'inspection a été annoncée le 29/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM France
- Lieu-dit La Solle à bleuets Rue de Gournay 60490 Ressons-sur-Matz
- Code AIOT : 0005105407
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société FM France est spécialisée dans l'entreposage de produits de grande consommation, de matières combustibles et dangereuses dont notamment des générateurs d'aérosols. Les principaux clients présents sur l'implantation de RESSONS SUR MATZ sont :

- CARREFOUR,
- HENKEL (colles),
- l'OREAL (cosmétique), aérosols,
- Europa 2, Eole 2,
- BIC, briquets.

Le site est gardienné 24h/24, il fonctionne en 3*8 du lundi au dimanche. Environ 300 personnes sont présentes sur le site, en intégrant le personnel intérimaire.

L'établissement est classé sous le régime SEVESO Seuil Haut. Le risque principal est l'incendie.

Les activités sont autorisées et réglementées par arrêté préfectoral en date du 6 juillet 2009, et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- portes coupes-feu : parc de matériels
- maintenance de ce parc de matériels
- système de gestion de la sécurité : traçabilité de cette maintenance
- démarche produits de décomposition en cas d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Compartimentage	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article IX.4.1	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des risques pour la sécurité	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article IX.5.1	Sans objet
3	Conception Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article IX.5.3	Sans objet
4	Notice de ré-examen	Code de l'environnement du 12/12/2023, article L.515-39	Sans objet
5	Produits de décomposition en cas d'incendie	Arrêté ministériel du 11 avril 2017, annexe II, point 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence les constats suivants :

- 5 observations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compartimentage
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article IX.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Portes coupe-feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules doivent respecter les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois qui séparent les cellules de stockage doivent être des murs REI 120 au minimum (coupe-feu de degré 2 heures) ; - les percements effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs ; - les ouvertures effectuées dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de galeries techniques, sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs ; les portes communicantes entre les cellules, doivent être EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules ; la fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles ; <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection a porté sur les dispositifs portes présentes au sein de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - portes coupe-feu coulissantes et amenées d'air, - portes issue de secours, - portes piétons. <p>Descriptif du parc des différentes portes présentes sur le site :</p> <p>→ portes coupes-feu coulissantes et amenées d'air :</p> <p>L'établissement dispose de portes coupe-feu coulissantes et des amenées d'air (72).</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan masse détaillant les parois sur lequel sont représentées les caractéristiques des différentes parois (indice 0 du 13/09/2028) et d'un plan numéroté avec les différentes portes coupe-feu coulissantes et amenées d'air (au nombre total de 72).</p> <p>Sur le terrain, l'exploitant a identifié ses portes coupe-feu coulissantes par un numéro (de 1 à 72).</p> <p>Sur site, l'inspection a testé la porte coupe-feu 52. Test ok.</p> <p>Vu également la porte coupe-feu coulissante n°54 maintenue fermée.</p> <p>Les portes coupe-feu coulissantes entre cellules sont munies d'un dispositif de fermeture automatique (fusible) présent des deux côtés de la paroi.</p> <p>→ portes d'intercommunication EI 120 munies d'un ferme-porte : point non contrôlé le jour de l'inspection.</p> <p>→ portes issues de secours, sans caractéristique coupe-feu</p> <p>Les issues de secours placées en façade extérieure ne disposent pas de caractéristiques coupe-feu, notamment lorsque la façade extérieure est de caractéristique Bardage EI120 (cf plan masse Détails parois, Ressons-Sur-Matz, date 13/09/2018). Après vérification des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, ces dispositions ne sont pas imposées pour les façades extérieures, mais pour les parois-séparatives de cellules (point 6 de l'annexe II). La prescription actuelle est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des risques pour la sécurité
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article IX.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Portes coupe-feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.</p> <p>Cette liste est intégrée dans le système de gestion de la sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour. [...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection a porté sur l'aspect maintenance d'une mesure de maîtrise des risques (MMR) identifiée par l'exploitant, ainsi que sur les mesures compensatoires prévues en cas d'indisponibilité de cette MMR.</p> <p>Sur cette MMR, l'exploitant réalise des contrôles externes et des opérations de maintenance interne ou externe.</p> <p>Voir partie confidentielle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conception Mesures de maîtrise des risques
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article IX.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Portes coupe-feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures de maîtrise de risques sont d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, et maintenues dans le temps. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, doivent être connus de l'exploitant</p> <p>Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.).</p> <p>Toute défaillance des équipements, de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détecté. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.</p> <p>Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre leur maintenance et de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations, de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un équipement important pour la sécurité, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place un dispositif compensatoire dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p> <p>Constats :</p> <p>Vu le dossier technique d'une MMR nouvellement installée. Voir détails en partie confidentielle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Notice de ré-examen
Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 6 juin 2009, annexe I, article I.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Notice de ré-examen
Prescription contrôlée : <u>1.7.2 - Mise à jour de l'étude de dangers</u> <p>L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. En l'absence de modifications notables, l'étude de dangers est réexaminée et mise à jour au moins tous les 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>La prochaine notice de ré-examen de l'établissement est exigée pour le 15/04/2025.</p>
Observations : Observation n°5 : <p>Suite aux différentes demandes de modifications adressées à l'inspection depuis la dernière étude de dangers de 2015, la prochaine notice de ré-examen devra être réalisée en fournissant à minima une étude de dangers « mise à jour ».</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Premiers prélèvements environnementaux
Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 11 avril 2017, Annexe II point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>La démarche a été contractualisée auprès d'un organisme extérieur d'un point de vue national. Pour le site de Ressons-sur-Matz, les points de prélèvements et les substances à mesurer sont déclinés dans le rapport nommé "SOCOTEC N° D'AFFAIRE: 2303886N0000036 DATE D'ÉDITION DU RAPPORT : 26/04/2023 REFERENCE DU RAPPORT (CHRONO) : 886N0/23/240".</p>
Type de suites proposées : Sans suite